

METTRE EN ECHEC LES REGRESSIONS DE SARKOZY

**APRES LES PUISSANTES MANIFESTATIONS DU 15 MAI,
AMPLIFIER LES RIPOSTES AVEC UNE GRANDE MANIFESTATION NATIONALE
A PARIS DIMANCHE 18**

**Rendez-vous dans le cortège enseignement supérieur-recherche,
13 h 30, place de l'Opéra, derrière les drapeaux du SNESUP**

Appel de Gérard Aschiéri, secrétaire général de la FSU

La déclaration du Président de la République est sidérante.

Alors que chacun s'accorde pour souligner la force du mouvement dans l'éducation et la fonction publique ce 15 mai et que ces grèves et revendications posent des questions centrales pour l'avenir de nos services publics et de notre système éducatif et expriment des attentes fortes, le président, en dehors d'une vague allusion à la « revalorisation », ne leur apporte aucune réponse, voire les ignore pour annoncer l'imposition d'un service minimum assorti d'une limitation de l'exercice du droit de grève pour les enseignants : en imposant une condition de déclaration préalable il restreint de fait l'exercice d'un droit fondamental ; il franchit ainsi une véritable ligne rouge. Mais surtout alors qu'il affirme la nécessité d'améliorer l'éducation il ne propose de solution à aucun des défis auxquels est confronté notre système éducatif ; ce n'est pas ainsi que l'on traitera par exemple la question de la réussite de tous, de la lutte contre les inégalités, de l'amélioration de nos métiers ; il ignore totalement les autres problèmes de la fonction publique. Il refuse le dialogue social indispensable non seulement pour éviter les conflits mais pour donner un élan nouveau au service public. Le principal problème de l'école ce ne sont pas les grèves mais la politique qui est menée par le gouvernement.

J'appelle tous ceux qui sont attachés au service public d'éducation et veulent l'améliorer et contrer les régressions de tous ordres à venir manifester dès dimanche 18 mai à Paris pour poser les vrais problèmes et porter les vraies solutions. (le 16/05/08)

Un nouveau succès des résistances universitaires à la loi LRU

Les élections aux conseils de l'Université Stendhal Grenoble 3 ont eu lieu le 13 mai.

La section SNESUP de cette université a pris l'initiative d'impulser une plateforme sur la base des valeurs suivantes : démocratie, service public, laïcité, liberté académique, et du rejet des dispositions de la LRU. Des groupes de travail thématiques, composés de syndiqués et de non syndiqués, ont fait émerger des propositions concrètes qui ont été discutées largement. Ensuite, les listes se sont constituées avec des collègues qui se sont engagés sur la base de ce projet (avec la volonté préalable de ne pas reconduire l'actuel président et de rompre avec ses pratiques autocratiques). Le collectif ainsi créé a annoncé, dès le début, son souhait de porter Lise Dumasy (SNESUP) à la présidence de l'Université.

La liste « Agir pour l'Université Stendhal, Démocratie, Service public, Laïcité, Liberté académique » composée de collègues syndiqués (SNESUP, Sgen-Cfdt, Sup'Recherche-Unsa, Solidaires-Sud Éducation, SNPRES-FO), de collègues non syndiqués, et de membres de SLU, est arrivée en tête dans les 3 conseils et dispose d'une majorité en sièges confortable. (Conseil d'Administration : Collège A : 6 sièges sur 7 - Collège B : 6 sièges sur 7).

Ce résultat vient s'ajouter à bien d'autres succès : Paris IV, Paris XIII, Montpellier III, Rennes II, Amiens, Besançon, Valenciennes, Le Havre, Lille III, ... comme aussi à Dijon, Paris X et Orléans. Il s'inscrit comme un démenti supplémentaire à l'auto-satisfaction de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et du gouvernement. Les grèves et manifestations dans l'éducation, l'enseignement supérieur, comme les consultations électorales à venir qui concerneront Paris XI, Caen, Rouen, Paris VIII, etc., amplifieront, à l'appel en particulier du SNESUP, la contestation des orientations gouvernementales, pour imposer le renouveau nécessaire du service public d'enseignement supérieur et de recherche.